

Cesser de taxer les riches ?

Je viens de terminer la lecture d'un article (1) se portant à la défense des riches, des 1% comme certains les appellent. On y dénonce la nouvelle taxe sur le luxe du gouvernement de Justin Trudeau qui sera mise en place dès septembre. Des avions personnels, des bateaux et automobiles de luxe seront taxés davantage. L'auteur qualifie cette annonce de populiste. On nous sort la même vieille rengaine qu'il faut plutôt augmenter encore et toujours la croissance économique.

Cette taxe est une bonne idée selon moi et le gouvernement devrait même aller beaucoup plus loin. Jamais l'auteur n'aborde les milliards en évasion fiscale et encore moins le fait que le Canada est à son tour, un paradis notoire pour ce genre de pratiques, au détriment d'autres pays. L'Agence du revenu du Canada en 2018 estimait que l'évasion fiscale coûte annuellement entre 19 et 26 milliards de dollars aux consommateurs canadiens. (2) L'évasion et l'évitement fiscal sont l'éléphant dans la pièce lorsqu'on aborde l'appauvrissement de la population.

Avant d'augmenter, l'assiette fiscale comme nous le propose certain, pourquoi ne pas remettre en question la notion même de croissance économique et de surproduction. La France a voté dernièrement une loi anti-gaspillage fort intéressante auprès des fabricants et commerçants. C'est un début. L'économie participative nous offre quant à elle, des propositions fort pertinentes comme alternatives à l'économie de croissance. Accumuler sans fin des biens et de l'argent comme de petits écureuils, relève de comportements préhistoriques humains nuisibles à court, moyen et long terme. Spéculer sur les besoins de base tels que le loyer, la nourriture, la santé et l'éducation est indécent. On ne peut continuer de « bulldozer » notre actif principal que sont nos ressources premières : notre environnement et notre habitat. La possible récession économique n'est rien face à la crise écologique et au déficit écologique que nous accumulons. La croissance et l'accumulation de capital illimitées sont pour moi, la baleine dans la pièce. Cela nous semble parfois trop gros ou hors de notre portée, mais il est important de nous plonger la tête dans cet océan pour y réfléchir ensemble et y apporter des solutions. Comme le dit si bien le penseur Pierre Rabhi : « c'est dans les utopies d'aujourd'hui que sont les solutions de demain ». Des actions rapides et beaucoup plus drastiques s'imposent néanmoins dès aujourd'hui. Cela devrait être au cœur de nos réflexions économiques pour notre qualité de vie et celles des populations plus démunies payant déjà le prix ici et ailleurs, de la crise écologique et des inégalités sociales.

D'ici un changement de système économique plus démocratique et écologique, à l'approche des élections provinciales, forçons la main de notre gouvernement afin d'endiguer l'évasion et l'évitement fiscal. Ciblons les bandits de grand chemin au lieu des gens qui volent dans les épiceries pour survivre. Ce n'est pas juste au fédéral de changer les règles à ce niveau. Le Québec a aussi son rôle à jouer. Si les 1% ont davantage de moyens financiers pour influencer nos élus et le cours de nos vies, les 99% autres ont plus de bras et de neurones pour changer les choses !

Sébastien Bois, intervenant en défense de droits au Service d'aide au consommateur de la Mauricie



2443, avenue Laval, Shawinigan (Québec) G9N 2A7

Courriel: info@sacmauricie.org

Téléphone : 819 537-1414



sacmauricie.org



[/servicedaideauconsommateur](https://www.facebook.com/servicedaideauconsommateur)

(1) Les Affaires, « Taxer (encore) les riches ? » <https://www.lesaffaires.com/blogues/miguel-ouellette/taxer-encore-les-riches/633444>

(2) Le Soleil, « Le Canada n'est pas qu'une victime des paradis fiscaux » <https://www.lesoleil.com/2021/11/19/le-canada-nest-pas-quune-victime-des-paradis-fiscaux-34e029465f63602b7d9a56f59023e76b>